

Qu'avons-nous fait du



Culte de la rapidité, gestion à flux tendus, stress, absence de projet à long terme...

JUPITERIMAGES

L'économiste Alain Coulombel* dénonce les effets délétères sur l'individu et la société de l'accélération des rythmes.

Il y a plus de trente ans paraissait *Vitesse et politique*, de Paul Virilio. « *La vitesse*, pouvait-on y lire, *c'est la vieillesse du monde* [...]. Après avoir longtemps signifié la suppression des distances, la négation de l'espace, la vitesse équivaut soudain à l'anéantissement du Temps : c'est l'état d'urgence. » Depuis, l'évolution de nos sociétés n'a eu de cesse de confirmer les intuitions de l'urbaniste-philosophe. Culte de l'urgence, gestion à flux tendus, stress, absence de projet à long terme, vacuité du temps des loisirs, apologie du changement et de la vitesse de réaction...



L'Entreprise et le temps. Figures d'hier et d'aujourd'hui, L'Harmattan, 280 p., 28 euros.

■ TRIBUNE ■

Toute notre temporalité semble s'affoler. Plus largement, la dématérialisation de l'économie, sa financiarisation, la montée de l'incertitude et de la complexité, l'augmentation des risques ou l'éclatement du tissu social pourraient s'expliquer et se traduire par une altération générale de notre rapport au temps. Qu'avons-nous fait au (du) temps ? À cent jours de l'élection présidentielle, force est de constater que ces questions n'intéressent pas ou peu nos représentants politiques. Trop métaphysiques, sans doute ? Et les politiques ne font pas de

philosophie. Ils ont les pieds sur terre et les mains dans la glaise. Pourtant, la crise de civilisation que nous traversons est d'abord une crise de la temporalité. Le temps manque, et les longues périodes d'adaptation ou de maturation nécessaires à l'équilibre de notre espèce – tant dans ses dimensions individuelles que collectives – se réduisent peu à peu, pour n'autoriser finalement que des comportements réflexes ou pulsionnels.

Avec l'avènement du temps réel (dont les caractéristiques principales sont l'instantanéité et la simultanéité), nous n'avons plus le temps d'inscrire nos gestes et nos activités dans la durée. Comment, dans ces conditions, notre rapport au politique, à la citoyenneté et au territoire n'en serait-il pas bouleversé ? Quand la construction du projet politique a besoin d'un certain volume

temps ?

de temps, d'un certain espacement, notre obsession du résultat et de la performance marquée, *a contrario*, la victoire du « court-termisme » sur le temps long de la distance critique.

Notre temps est en miettes, chaotique comme les productions du capitalisme intégral. Au niveau de l'entreprise, par exemple, la mutation du travail industriel s'est traduite par l'intensification des rythmes de la production et la mise sous tension globale de l'organisation. La chrono-compétition est devenue une arme stratégique et le fondement d'une nouvelle morale de la production impliquant toutes les ressources subjectives du salarié jusqu'à provoquer son exténuation. Suicides au travail, troubles musculo-squelettiques, stress professionnel sont les symptômes de cette violence qui s'exerce sur les corps, et l'épuisement devient la caractéristique principale d'une époque où le temps n'est plus vécu comme une dimension de la liberté mais comme un obstacle à vaincre.

Face à cette situation, que pouvons-nous attendre de la séquence électorale qui commence ? Probablement rien quand nos principaux candidats n'auront de cesse, au contraire, de promouvoir les principes d'une société réactive et flexible, la grande vitesse et ses infrastructures, le temps que l'on gagne, la compétitivité de nos entreprises et les méthodes du management en temps réel, la mobilité professionnelle et géographique... Ils ne diront rien sur la réduction du temps de travail, rien non plus sur l'accélération des rythmes qui fragilise notre capacité à réguler des systèmes de plus en plus complexes. Rien sur la vitesse de circulation des informations, rien encore sur le temps performatif des marchés financiers ou sur le temps précaire. Sommes-nous devenus si peu présents à nous-mêmes – à ce qui importe – qu'il nous paraîsse impossible d'envisager une politique du temps qui poursuivrait comme finalité la décélération, et proposerait un nouvel art de vivre fondé sur une autre répartition des temps sociaux ? Pourtant, à constater la profondeur de la crise, il n'y a paradoxalement pas de tâche plus urgente.

» A. C.

* Alain Coulombel, agrégé d'économie et de gestion, enseigne en classes préparatoires. Il est également conseiller régional et membre du conseil d'orientation politique d'Europe Écologie-Les Verts.

Essai

Amara, l'homme de tous les printemps



Figure du mouvement social, le fondateur de Droits devant !! raconte les combats d'une vie.

« Droits devant !! 20 ans de lutte contre les exclusions, Jean-Claude Gawsewitch 285 p., 18,90 euros. »

Quand, un jour d'hiver 1954, l'abbé Pierre lui prend la main pour lui présenter les occupants d'un camp de sans-abri à Paris, Jean-Claude Amara a seulement 8 ans. Ce fils d'immigré algérien vit dans le quartier Mouffetard, délabré, où il verra plus tard un ami se faire torturer dans un commissariat du préfet Papon. C'est là aussi qu'il apprendra la mort sur le sol algérien de son frère aîné, militant de la Libération, assassiné en « opération de nettoyage » peu avant la fin de cent trente-deux années de colonisation. « **Autant d'événements qui avaient aiguisé mon sens critique et ma lucidité**, écrit aujourd'hui Jean-Claude Amara, **donné un sens à ma révolte, nourri mon enfance et préparé mes vingt printemps à rencontrer celui de 1968.** » Dans les forums

du théâtre de l'Odéon, confronté à la politique sécuritaire d'un pouvoir autoritaire et à une « gauche responsable » adepte du compromis, il continue à « grandir ». Puis il choisit la liberté : avec son frère, il monte un théâtre à ciel ouvert où, entre une java et une reprise de Piaf, on parle politique. Ils reçoivent des peuples d'autres couleurs et d'autres langues, gages de fraternité. L'aventure durera trente-six ans. Jusqu'à ce que la nécessité profonde de la lutte s'impose à Jean-Claude Amara, un dimanche de mai 1990, qui avait ce furieux goût d'hiver 1954 : alors que trois cents mal-logés expulsés ont organisé un campement place de la Réunion, à Paris, il délaisse son orgue de barbarie pour prendre place aux côtés des militants. « Plus j'accédais

à la compréhension de cette lutte, plus j'en mesurais l'importance, plus s'inscrivait dans ce qui était alors du ressort de mon inconscient le désir d'aller plus loin, bien plus loin. » Alors, après quatre mois de lutte et la victoire, il monte dans le train du DAL (Droit au logement), l'association que crée son ami Jean-Baptiste Eyraud. Ce sera le premier de nombreux fronts sur lesquels il sera présent. Il combattrait notamment pour la Palestine, « *épicerie planétaire de la lutte pour l'égalité des droits* », « *qui subit depuis plus de soixante ans le fléau de l'apartheid, de l'esclavagisme et de la colonisation* ». Il fonde ensuite Droits devant !!, qui s'ouvre sur les combats culturels. Il sera également aux côtés des sans-papiers, dans la mouvance altermondialiste. **Une trajectoire, des rencontres**, des souvenirs et des anecdotes, des chansons aussi, qui font la richesse de pages avec lesquelles Jean-Claude Amara caresse l'espoir, « *dans le désert spirituel, intellectuel, culturel et politique qui caractérise notre société actuelle, [d'] inciter celles et ceux qui le liront à s'engager partout, [...] pour semer les germes d'une citoyenneté partagée, vigilante, créative et désintéressée* ».

» Mickaël Guiho